



ANN

n° 291

amn

Bulletin bimensuel
d'information sur
l'Amérique centrale
9 juillet 1993

EL SALVADOR EN CAMPAGNE

Managua, juillet - Après la signature des accords de paix en janvier 92, deux grands événements ont marqué la vie politique salvadorienne. Tout d'abord la mise en oeuvre de ces accords et des recommandations de la Commission ad hoc et de la Commission de la Vérité a provoqué pressions et débats. Ensuite, fin avril, les diverses forces politiques ont entrepris de se repositionner en fonction des élections présidentielles, législatives et municipales de 94.

Bien que la campagne ne commence pas officiellement avant octobre, il est pratiquement impossible de freiner l'élan électoral dont sont saisis tous les partis politiques. Cette situation rend difficile la bonne exécution des accords de paix. Retarder ce mouvement répond à l'intérêt de certains. Pour d'autres, il n'est pas exclu que les contradictions internes les éloignent des intérêts populaires qu'ils disent représenter.

LE PANORAMA POLITIQUE

Les partis qui s'affronteront électoralement sont relativement nombreux pour un pays aussi petit. A la droite, on trouve le parti au pouvoir, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), le Mouvement authentique chrétien (MAC), scission de la Démocratie

chrétienne et allié d'ARENA, et enfin le Parti de coalition nationale (PCN), celui des militaires, vestige du coup d'état de 1979 et qui a joué un rôle semblable au MAC.

Les organisations qui se définissent comme de centre sont le Parti démocrate chrétien (PDC) et deux partis récents, le Mouvement de solidarité nationale (MSN) et le Mouvement Unité (MU), dirigés par des leaders évangéliques. Les partis de gauche sont le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), le FMLN et la Convergence démocratique (CD), qui regroupe trois organisations.

Toutes les forces politiques sont en phase de repositionnement et envisagent des alliances et des pactes, avant ou après les élections de 94. ARENA et le PDC ont

SOMMAIRE

El Salvador en campagne

El Salvador : à la recherche du référent perdu

La véritable mort de Miguel Marmol

Pour ceux qui n'auraient pas compris

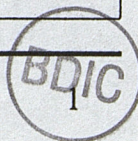
Recontras et "gusanos" main dans la main

Guatemala : les raisons du coup d'état

Guatemala : où en est le mouvement indigène ?

En bref

40 P 11481



déjà désigné leurs candidats aux présidentielles. Le FMLN n'a encore précisé ni sa stratégie ni son programme ni son candidat, du fait des divergences qui existent entre les cinq organisations qui le composent. Les autres partis de gauche (CD et MNR), bien qu'ils aient annoncé leurs candidats, sont dans l'attente des décisions du FMLN pour concrétiser l'alliance du "*bloc des forces démocratiques*", ainsi qu'ils la nomment. Peu de mouvements se notent du côté du PCN et du MAC et leur présence électorale ne devrait pas être très importante. En ce qui concerne les nouveaux partis, le MSN et le MU, il est encore trop tôt pour parler de leur force.

ARENA S'EST LANCEE

Le parti au pouvoir a été le premier à annoncer son candidat aux présidentielles, le maire de San Salvador, Armando Calderon. Tout indique que ce choix fait le consensus au sein d'ARENA, le parti qui affiche le plus de stabilité et de fermeté dans cette période pré-électorale. La force économique d'ARENA lui a permis de lancer sa campagne politique. Presque toutes les ressources du gouvernement central et de la municipalité de San Salvador sont utilisées à des fins clairement politiques. "*ARENA vous souhaite de joyeuses Pâques*", "*ARENA avec l'équipe nationale de football*": la campagne publicitaire est de tous les instants. Les quartiers de la capitale n'y échappent pas. A travers le Fonds national pour l'habitat populaire, le gouvernement a lancé un projet de logements bon marché, projet financé par la mairie et certaines ONG. Dans les zones rurales, le gouvernement utilise le Plan de reconstruction nationale issu des accords de paix pour mener des projets "visibles" comme le goudronnage des chemins. Le moindre sac de ciment fait l'objet d'une propagande dans les médias. ARENA compte sur la victoire et les sondages placent ce parti en première position. Il se présente comme l'artisan des changements, de la paix et du développement économique futur. Le FMLN a reconnu qu'il n'était pas en mesure de lui faire concurrence au niveau de la propagande dans les médias car les ressources d'ARENA sont inépuisables.

LA GAUCHE VISE LE CENTRE

A gauche, et plus spécialement au sein du FMLN, la discussion est centrée sur les éventuelles alliances, sur le programme et les candidats. L'ex-guérilla insiste sur l'importance de ces élections dans la mesure où seule une victoire des forces démocratiques pourrait permettre d'approfondir le changement. Mais que signifierait une victoire aux élections de 94 et comment l'arracher? Les divergences portent sur ces points.

Deux principales conceptions s'expriment dans le FMLN. D'un côté, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et la Résistance nationale (RN) soutiennent qu'actuellement le parti devrait naviguer vers le centre. Cela implique la recherche d'un candidat capable de former un gouvernement d'unité nationale fondé sur la concertation. Avancer seuls avec une étiquette de gauche diviserait trop l'électorat. C'est pour cette raison que la gauche

devrait participer à une alliance de centre qui rassemble le FMLN, la CD, le MNR et la Démocratie chrétienne derrière la candidature d'Abraham Rodriguez. Celui-ci est un dirigeant historique des démocrates chrétiens connu pour son honnêteté, membre de la Commission qui a statué sur l'épuration de l'armée.

De l'autre côté, on trouve les Forces populaires de libération (FPL), le Parti communiste (PC) et le Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC). Ces trois organisations du FMLN estiment que l'heure est venue pour la gauche de prendre la place qui lui revient. Selon elles, le FMLN doit se présenter au premier tour des élections dans l'unité avec la CD et le MNR mais sans autre alliance, ce qui serait une manière de tester les forces réelles du parti. Le pacte avec la DC serait valable pour le second tour avec un report des voix de celui qui aurait obtenu le moins de suffrages au premier tour au profit de l'autre.

ET LE PEUPLE?

La proposition de l'ERP et de la RN a été remise en cause à l'occasion des primaires réalisées par le Démocratie chrétienne, le 23 mai. Abraham Rodriguez a été détrôné par Fidel Chavez Mena comme candidat officiel et il a annoncé que son parti irait seul aux élections. Le débat sur cette question dans le FMLN semble sans issue. Le coordinateur général de ce parti, Shafik Handal, a fait savoir que des urnes seraient installées dans tous les lieux publics afin de procéder à une consultation populaire sur ce thème.

Il est évident que toute fracture du bloc de gauche profiterait à ARENA. Mais l'unité ne semble pas en danger malgré les divergences entre les cinq groupes. Leurs dirigeants ont affirmé que "*le FMLN irait aux élections dans l'unité et qu'il ne lui manquait que de se mettre d'accord sur une stratégie*". Le danger de fragmentation vient surtout de l'alliance avec la CD et le MNR. Ces deux partis attendent la décision du FMLN mais la Convergence Démocratique a annoncé qu'elle ne remettrait pas en cause le nom de son candidat, Ruben Zamora.

L'ERP et la RN, voyant se fermer la porte des démocrates chrétiens, ont déclaré que le FMLN devait affronter les élections en tant que "*pure gauche*" et que ses candidats devaient être du parti. Le nom de Shafik Handal, coordinateur du FMLN et secrétaire du PC, est celui qui est le plus souvent évoqué. Tous les sondages révèlent que deux tours seront nécessaires, en cas d'alliance entre le FMLN, la CD et le MNR. Mais le manque de définition du FMLN et l'entêtement de la CD à maintenir son propre candidat pourraient permettre le triomphe d'ARENA au premier tour.

Cette situation reflète la facilité avec laquelle la gauche se précipite dans les méandres des élections en laissant de côté les véritables et graves problèmes de la société salvadorienne.

LES PROBLEMES DE LA TERRE ET DE LA POLICE

L'activité pré-électorale mobilise l'attention politique au détriment des accords de paix bien que les deux éléments ne soient pas dissociables. Un programme électoral qui veut prendre en compte les intérêts du peuple salvadorien dans sa majorité devra nécessairement se prononcer sur l'accomplissement des accords. En matière agraire, la première des trois phases de la répartition des terres n'est pas encore terminée alors que l'ensemble de l'opération devrait être achevée en décembre 93. L'ouverture du Forum de concertation économique et sociale est le seul point économique à avoir été accompli. Des représentants du gouvernement, des travailleurs et du patronat y siègent. Mais le 27 mai, les travailleurs se sont retirés en protestant contre la mauvaise volonté des deux autres parties à répondre aux engagements pris en matière de libertés syndicales. Tout indique que le gouvernement et le patronat participent à cette concertation parce que les accords l'exigent mais sans aucune intention de changer les règles du jeu économique, celles-là même qui ont engendré tant de misère au Salvador.

Quant à la nouvelle Police nationale, créée pour remplacer les corps répressifs de sécurité, elle n'est entrée en action que dans les départements de Chalatenango et de Cabañas, ceux qui comptent le moins d'habitants et le moins de problèmes de délinquance. Dans les douze autres départements, l'unique corps de sécurité est encore l'ancienne police, fidèle à ses méthodes répressives. L'exécution des recommandations de la Commission ad hoc est encore attendue. On espère pour juin l'épuration des Forces armées mais sans garanties (voir EN BREF). Il manque encore plus pour l'exécution des recommandations de la Commission de la Vérité, pratiquement escamotées par la loi d'amnistie inconditionnelle votée à la hâte par l'Assemblée.

Une véritable transformation du pays passe par la réalisation réelle des accords de paix. Mais paradoxalement, il semble que la communauté internationale montre plus de fermeté vis-à-vis de ce thème que les forces politiques salvadoriennes engagées dans la joute électorale. Le secrétaire général de l'ONU, la communauté européenne et le gouvernement des Etats-Unis se sont exprimés dans ce sens. En mai, 146 congressistes des Etats-Unis ont adressé une lettre au président Cristiani pour exiger de lui qu'il respecte les accords et les recommandations des Commissions.

CHAQUE JOUR, DES MORTS

Il ne se passe pas un seul jour au Salvador sans que de nouveaux assassinats, dont les mobiles demeurent confus, soient perpétrés. On ne sait jamais s'il s'agit d'actes de délinquance ou de vengeance politique. Mais certaines victimes présentent des signes qui ne trompent pas: ces crimes sont signés par les

escadrons de la mort. Cette situation a été soulignée avec préoccupation dans le dernier rapport d'ONUSAL (mission de l'ONU au Salvador, NDT) sur les droits humains. Cela contribue à semer la peur et le sentiment d'insécurité, en particulier dans la capitale où certains réclament déjà le retour des anciens corps de sécurité.

Le doute n'était pas permis quant aux responsables de la violence le 20 mai, lorsque la police s'est déchaînée contre une manifestation d'invalides de guerre. Anciens combattants de Forces armées et de la guérilla, ils réclamaient du gouvernement qu'il tienne promesse en matière de prestations sociales et d'aide à la réinsertion. Lorsque la marche, ouverte par des aveugles et des infirmes en fauteuils roulants, s'est approchée du siège du gouvernement, des barrages de la police anti-émeute l'attendaient. Les manifestants ont été chargés à coups de bombes lacrymogènes puis ont été la cible des balles, ainsi que l'a reconnu ensuite le gouvernement. Deux manifestants sont morts. Ce fait a provoqué des réactions massives de la part de plusieurs organisations. C'était en effet la première fois depuis la signature des accords de paix que la police réprimait aussi ouvertement. Actuellement, les invalides de guerre se sentent abandonnés par leurs dirigeants, même par ceux du FMLN, mais la répression de leur marche a contribué à sensibiliser l'opinion à leur situation.

D'une certaine façon, il convient à ARENA de maintenir le pays dans une espèce de "désordre contrôlé" afin qu'il soit clair que les seuls qui puissent remettre de l'ordre sont ceux qui détiennent actuellement les commandes politiques, militaires et économiques. Les assassinats du 20 mai sont un signe palpable de ce que peut engendrer une négligence vis-à-vis des accords de paix et la gauche doit percevoir ce signe milieu de ses interminables débats électoraux. Il a été clair tout au long de ces mois que si le thème électoral est un motif de divergences au sein du FMLN, les accords de paix sont source d'unité et d'union avec le peuple avide de changements.

Depuis plusieurs mois, le commandement général du FMLN s'est présenté uni seulement à deux reprises. Le 13 mai, il a exigé du gouvernement le respect des accords et de l'ONU son contrôle. Le 20 mai, lorsque la marche des invalides a été réprimée, les dirigeants du FMLN se sont présentés sur les lieux et ont dénoncé les méthodes du gouvernement. Ils ont réaffirmé leur volonté de lutter pacifiquement.

L'ARSENAL ET LES DIVISIONS DANS L'ARMEE

Deux faits récents ont pesé sur la conjoncture: la découverte d'arsenaux d'armes lourdes appartenant au FMLN et les divisions au sein des Forces armées, pour la première fois rendues publiques. La découverte d'un énorme arsenal caché dans un garage de Managua et appartenant aux Forces populaires de

libération (FPL) du FMLN, de même que la découverte d'un autre dépôt de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), ont donné des atouts au gouvernement et aux Forces armées pour accuser le FMLN de violation des accords. Les journaux font leur une de ces affaires. Les FPL se sont montrées disposées à apporter des éclaircissements et à collaborer pour régler le problème. Le FMLN a répété qu'il ne reprendrait pas les armes. Selon lui, ces incidents sont normaux dans le cadre de l'après-guerre. Mais le gouvernement utilise cette affaire pour apparaître comme celui qui respecte les accords, contrairement au FMLN. *"Les Forces armées ont tenu totalement parole alors que le FMLN continue à vouloir déstabiliser le pays"*, a déclaré le général Vargas.

Les militaires ne sont pas en reste de problèmes et, pour la première fois depuis des années, leurs divisions sont apparues publiquement. Deux lettres ont été envoyées aux médias, signées par un groupe de jeunes officiers. Dans la première, ils affirment que les chefs de l'armée retirés pour cause d'épuration ont été remplacés par des militaires connus pour leurs positions anti-démocratiques, ce qui empêche tout changement dans la structure et la mentalité de l'institution. Les jeunes officiers proposent le nom de quatre militaires, qu'ils signalent comme respectueux des droits humains et désireux de contribuer au changement, pour occuper les charges les plus hautes de l'armée. Dans leur seconde lettre, ils dénoncent l'intention du président Cristiani de nommer à la Défense et à l'Etat-major des officiers liés à la *"Tandona"*, cette promotion visée par l'épuration. Même si l'armée nie ces divisions en son sein, ces lettres existent et la gauche doit compter avec ces jeunes militaires qui réclament eux aussi, aux côtés de la population, une paix véritable pour le pays. (ANN/Envio)

EL SALVADOR: A LA RECHERCHE DU REFERENT PERDU

Oscar Vigil

Managua, juillet - Le Parti communiste salvadorien (PCS), les Forces populaires de libération (FPL), le Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC), l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et la Résistance nationale (RN) constituaient la base politico-militaire du FMLN à sa fondation en 1980. Pendant la guerre, la pression des événements a maintenu l'unité sur le front guérillero. Maintenant que les armes se sont tues, les différences entre les organisations qui le composent se révèlent progressivement.

Selon son coordinateur, le communiste Schafick Handal, le FMLN est sorti de la guerre *"avec un grand prestige, ce qui lui*

permet de débattre sans crise". Pourtant, la discussion s'échauffe souvent à l'intérieur de l'organisation, ce qui, pour ses adversaires, constitue le signe de graves divisions.

DEUX TENDANCES

S. Handal reconnaît qu'il existe des différences de conception, mais se demande si l'on peut parler de tendances ou de courants de pensée distincts. *"Je suis encore d'avis qu'il s'agit d'opinions, bien que certaines soient déjà très implantées au sein des différents partis et aient acquis le caractère de positions. Mais il n'y a pas eu, du moins jusqu'à présent, de confrontation entre les partis"*. Dans le même ordre d'idée, le secrétaire général des FPL, Salvador Sanchez (dont le pseudonyme était Leonel Gonzalez), estime que *"la dynamique du FMLN veut que ces différences apparaissent au fur et à mesure. Elles concernent en ce moment la façon dont nous allons mener à bien deux grandes tâches, l'application des accords de paix et la préparation des élections de 1994. Les tendances les plus évidentes qui se soient exprimées sont celle de l'ERP et celle de la mouvance regroupée autour des FPL et du PC"*.

Qu'on les appelle positions ou tendances, la vérité est que deux conceptions stratégiques s'affrontent au sein du FMLN. Pour Eduardo Sancho (Ferman Cienfuegos), dirigeant de la RN, les différences de conception résident précisément dans le fait qu'il y a, dans le fond, *"un débat sur la stratégie de conquête du pouvoir, sur la participation au pouvoir et sur le rôle du parti qui va promouvoir le projet national"*. Pour lui, deux projets politiques s'affrontent: un projet dominé par la gauche et un projet de nation plus large. Lui-même se prononce en faveur d'un *"gouvernement d'unité qui garantisse la stabilité car, face à certains problèmes de l'Etat, il faut un équilibre. Un gouvernement de ce type nous amènerait à des pactes, formalisés ou non, avec le secteur modernisant de l'entreprise privée. A l'inverse, un gouvernement de la seule gauche n'attirera personne dans ce pays, car il n'y en pas d'expérience historique"*. Il pense que les choses se compliquent parce qu'une partie du FMLN estime que la gauche doit avoir l'hégémonie sur la société.

UNE NOUVELLE GAUCHE OU UN CAPITALISME MODERNISE ?

La thèse de E. Sancho semble partir de prémisses erronées. Comme le dit S. Sanchez, *"c'est une conception assez réductrice de la gauche"*. *"Quand nous parlons d'un projet de gauche, ce n'est pas un projet réducteur, c'est la continuité du projet historique qui jette les bases nécessaires pour poursuivre les transformations dans le domaine économique, social, etc, dont le pays a besoin. Ce projet de gauche rassemble tous les secteurs sociaux démocratiques qui, au cours des dernières années, ont impulsé les changements et que l'on trouve même dans l'entreprise privée"*. La difficulté vient du fait que certaines

organisations "ont un problème d'image, car être de gauche n'est pas à la mode. Elle a échoué dans tel ou tel pays et par conséquent elle doit être ignorée". Telle semble être la thèse de Juan Ramon Medrano, de l'ERP, pour qui "en Amérique latine, tous les projets de gauche sans alliance ont été des échecs. Il est clair que nous, comme gauche, ne pourrions pas mener les transformations sociales en moins d'une ou deux étapes de reconstruction". C'est pourquoi la question actuelle est de savoir "comment nous allons améliorer le rapport de force politique et comment nous allons parvenir aux transformations structurelles, initiées avec l'exécution des accords de paix". Le FMLN doit "essayer de moderniser le capitalisme salvadorien; c'est par là qu'il doit commencer". Pour J. R. Medrano, c'est une des principales différences de conception qui existe au sein du FMLN. "Les uns ne veulent pas perdre la base sociale de gauche et veulent maintenir l'espoir que nous continuons à faire la révolution, tandis que d'autres pensent que les gens de gauche vont nous rester fidèle car ils n'ont pas d'autre solution et que notre tâche est de gagner les 50 % d'indécis".

LE SOCIALISME POUR LE SALVADOR

L'ERP a renié publiquement le communisme et le marxisme-léninisme, "concepts qui sont seulement rattachés à ce qui s'est effondré en Europe de l'Est et à ce qui est arrivé au FSLN au Nicaragua", selon J. R. Medrano. Cependant, bien que cette organisation soutienne aussi nombre des arguments qu'avance actuellement le néo-libéralisme, son dirigeant assure qu'elle lutte toujours pour le socialisme.

Les cinq dirigeants interrogés parlent d'un nouveau type de socialisme, non étatiste, qui admet la propriété privée souses différentes manifestations mais en insistant entre autres sur sa fonction sociale. Selon Francisco Jovel, leader du PRTC, l'un des points en débat est justement la méthode pour construire ce socialisme. L'ERP et la RN considèrent que la révolution démocratique a déjà eu lieu et qu'il ne reste plus qu'à moderniser le système existant, le réformer dans des aspects qui ne sont pas essentiels. Le PCS, les FPL et le PRTC estiment que les accords de paix jettent les bases de la révolution démocratique mais qu'il faut impulser la transformation révolutionnaire, profonde, du système. Selon S. Handal, pour ceux qui pensent que la révolution démocratique a eu lieu, la question du pouvoir politique -qui est centrale pour toute révolution- n'a plus tellement d'importance, c'est le pouvoir économique qui est central. "Pouvoir économique et pouvoir politique sont indissociables pour les forces révolutionnaires". Dans cette étape, "le pouvoir doit passer, et nous devons travailler à cela, aux mains d'un bloc de forces révolutionnaires démocratiques qui s'engagent à appliquer le programme de la révolution démocratique contenu en grande partie dans les accords de paix". En effet, "la révolution démocratique est l'antichambre d'une autre étape au cours de laquelle il faudra jeter les bases qui permettront de franchir ensuite les frontières du capitalisme, c'est pour cela

que ce sera une étape de forte lutte".

OÙ VA LE FMLN ?

Pour l'ERP et la RN, ce n'est pas l'heure de la gauche et ce n'est pas elle qui doit diriger l'effort principal pour poursuivre l'application des accords de paix. "Nous courons le risque de rompre le consensus auquel nous sommes parvenus dans le pays si nous nous battons pour l'hégémonie, si nous allons trop vite à l'étape actuelle". Le PCS et les FPL, au contraire, soutiennent que la lutte pour que les accords de Chapultepec soient intégralement appliqués relève de la responsabilité du FMLN. "Le travail principal qui est de mener à bien cette révolution n'est pas possible si l'on ne résoud pas le problème du pouvoir politique", estime S. Handal.

Au cours des dernières semaines, ces différentes positions ont provoqué un débat animé sur les choix que doit faire le FMLN en vue des élections de mars 94, choix qui, objectivement, mèneront à un projet politique déterminé. L'ERP et la RN se prononcent pour une formule de centre, et même de centre-droit, tandis que le PCS, les FPL et le PRTC sont favorables à une candidature unitaire entre les forces démocratiques, mais sous le leadership de la gauche. Le débat en est arrivé à sa phase critique. Il est logique de penser à une rupture. Pourtant, les dirigeants sont optimistes et se montrent persuadés qu'on parviendra à une entente, bien qu'il soit clair que chacun devra sacrifier, au moins temporairement, certaines de ses conceptions. (ANN/Envio)

LA VERITABLE MORT DE MIGUEL MARMOL

Managua, juillet - "Je suis né à Ilopango, le 4 juillet 1905, jour de la Sainte Berthe et, Dieu me pardonne, de l'indépendance des Etats-Unis. Beaucoup de gens qui me connaissent disent que sans aucun doute je suis venu au monde pour faire des problèmes". C'est ainsi que Miguel Marmol commence le récit de sa vie pour Roque Dalton, qui en a fait un livre. Le cordonnier Miguel Marmol, l'un des fondateurs du Parti communiste salvadorien, vient de mourir au Salvador. Nous vous proposons deux extraits de l'ouvrage du poète révolutionnaire salvadorien, publié en 1966*.

Dans son introduction, Roque Dalton tente de résumer les étapes marquantes de la vie politique de Miguel Marmol. "Miguel Marmol est un personnage légendaire pour les communistes salvadoriens, un communiste très connu des marxistes et révolutionnaires guatémaltèques et un révolutionnaire presque inconnu des révolutionnaires latino-américains d'aujourd'hui. Militant du mouvement ouvrier salvadorien depuis les années 20; membre fondateur de la Jeunesse communiste et du Parti communiste (section de

l'Internationale communiste); premier délégué du mouvement ouvrier salvadorien au Congrès de la Fédération syndicale mondiale, à Moscou, en 1930; fait prisonnier par le régime de Machado à Cuba la même année, car accusé d'être un agitateur international et un espion; un des organisateurs de l'insurrection armée en 1932 au Salvador; capturé, fusillé et miraculeusement sauvé; élément important de la lente réorganisation du PC et du mouvement ouvrier clandestin après le massacre; capturé de nouveau sous la dictature de Martínez en 1934, maintenu au secret et enchaîné pendant de long mois, jusqu'à sa libération en 1936; réorganisateur du mouvement ouvrier non clandestin sous la même dictature; immergé dans les luttes intestines du PC, divisé et affaibli jusqu'au début des années 40; mêlé indirectement aux événements qui ont marqué la chute de la dictature de Martínez en avril 1944; dirigeant politique de masse sous le gouvernement provisoire de Menéndez; militant clandestin sous la terreur du régime du colonel Osmin Aguirre; exilé au Guatemala et militant du mouvement ouvrier de ce pays après la chute du gouvernement d'Ubico, animateur des premiers cercles marxistes guatémaltèques; fondateur et dirigeant du Parti guatémaltèque du travail (communiste); militant et dirigeant lors de la nouvelle étape qu'a constitué pour le PC salvadorien la montée du mouvement populaire dans les années 50; membre du Bureau politique du PC pendant la même période; dirigeant paysan dans les années 60, fait prisonnier par la Garde nationale salvadorienne, maintenu au secret et torturé pendant de longs mois, en 1964; membre du Comité central du PC au moment où il livre ce témoignage (1966)... Le camarade Miguel Marmol est le prototype du dirigeant ouvrier et paysan communiste latino-américain de l'époque héroïque des partis communistes, sections de l'Internationale communiste, qui naquirent et se développèrent sur tout le continent (...) Miguel Marmol, au cours de sa vie, n'a eu que sporadiquement la possibilité d'étudier le marxisme de façon plus ou moins approfondie. C'est surtout vrai jusqu'en 1946, période la plus fructueuse et la plus intéressante de sa vie. Jusqu'à cette époque, Miguel Marmol tire ses expériences et ses idées presque exclusivement du contact direct avec la réalité sur laquelle il agit, c'est presque exclusivement un révolutionnaire pratique".

En 1932, la dictature du général Martínez décide de faire des élections. "Dès le matin, il était évident que nous étions en tête de tous les partis. le gouvernement décida d'attaquer. Avançant divers prétextes qui ne convainquirent personne, il fit suspendre les élections et annonça qu'elles reprendraient dans quelques jours. Les partis bourgeois protestèrent faiblement. Nous protestâmes énergiquement tout en appelant nos électeurs au calme (...) Une vague de répression se déchaîna dans toute la partie occidentale du pays. Les informations sur les morts, les blessés, les torturés et les prisonniers commencèrent à arriver en avalanche au Comité central. Je proposai de prendre le taureau par les cornes, c'est-à-dire que j'expliquai qu'il fallait tenter de parlementer directement avec le général Martínez. Aucun camarade n'était d'accord. Farabundo Martí avait à la main un livre en français. Il dit que j'avais raison, et traduisit un paragraphe

qui expliquait que, dans certaines circonstances, l'état-major du prolétariat pouvait parlementer avec celui de la bourgeoisie". Mais la tentative échoue.

"Lors de la réunion d'information, je proposais d'appeler immédiatement les masses à l'insurrection armée sous la direction du Parti communiste. J'énumérais les conditions favorables qui à mon avis existaient pour garantir son succès et l'accès au pouvoir afin de réaliser la révolution démocratique bourgeoise. Farabundo Martí était d'accord avec mes positions, qui furent acceptées de façon unanime. Farabundo Martí et d'autres camarades furent chargés d'établir des contacts dans l'armée avec des officiers amis, de chercher des armes, de fabriquer des explosifs, etc, d'organiser les communications, d'intégrer d'autres secteurs politiques et sociaux à la lutte (...) La petite-bourgeoisie révolutionnaire serait utilisée pour former le nouveau gouvernement (...) Ma soeur avait un ami policier qui lui faisait passer des informations, car c'était un de nos sympathisants. C'est par lui que nous apprîmes que la police contrôlait les allées et venues de Farabundo Martí, de Luna et de Zapata, savait où était leur cachette et allait les arrêter. Je partis les avertir du danger. Martí se mit à rire et me dit de ne pas avoir peur. Il refusait de prendre la chose au sérieux. La nuit suivante, ils étaient tous arrêtés. Le Comité central se réunit et Max Cuenca proposa de suspendre le travail insurrectionnel, car beaucoup de camarades avaient été arrêtés et, parmi eux, ceux qui avaient les contacts militaires (...) La majorité, dont j'étais, insistait sur le fait que l'hésitation signait la mort prématurée de l'insurrection, qu'il était trop tard, que nous allions tout perdre jusqu'à la capacité de nous défendre face à la terrible répression qui allait s'abattre avec ou sans insurrection. Nous ne nous sommes pas trompés sur ce point. Notre opinion prévalut et nous décidâmes d'accélérer le travail insurrectionnel et de faire des changements dans le plan (...) Après la chute de Martí, Luna et Zapata, le Comité central manquait d'informations sur beaucoup de détails vitaux qui étaient nécessaires pour conduire l'insurrection (...) Nous travaillions les masses comme s'il s'agissait simplement d'une forme plus élevée du travail sur le front syndical ou sur le front du parti. Le plan militaire n'était pratiquement pas un plan militaire. Comme si ce n'était pas assez, nous avions très peu de moyens matériels; nous n'avions pas de moyens de transports, pas d'argent et nous ne fûmes pas capables d'en obtenir (...) Le 22 janvier, l'ennemi avait pris l'initiative; au lieu d'un parti sur le point de lancer une insurrection, nous paraissions être, du moins à San Salvador, un groupe de révolutionnaires désespérés et pourchassés (...) Malgré la désorganisation des communications, l'appel du Comité central avait été entendu dans la partie occidentale du pays et les masses organisées, avec discipline, étaient entrées en action (...) Dès le début nous savions que le sang coulait à flot et que la lutte était complètement inégale, à cause de la meilleure organisation de l'armée et de sa supériorité en armes (...) Cela m'est encore douloureux de penser que nous, les communistes, nous étions si idiots que nous n'avions pas assuré que chaque cadre ait au moins un pistolet. Je ne sais pas où nous avions la tête. Cela explique que des

dirigeants comme moi soient tombés aux mains de la police sans qu'aucun coup de feu soit tiré. Sous une pluie de coups, on me conduisit dans les bureaux de la police judiciaire". Miguel Marmol est interrogé puis subit une parodie de jugement. Il est ensuite enfermé dans une cellule où se trouve déjà nombre de prisonniers, parmi lesquels il reconnaît beaucoup de ses camarades. Puis on vient le chercher. "En quelques minutes, 18 prisonniers avaient été réunis, presque tous des camarades du parti ou des syndicalistes. Un grand camion entra dans la cour et on nous obligea à y monter à coups de crosses. Nous partîmes vers la banlieue, précisément en direction de la zone où je suis né. Je pensais que malgré tout j'avais de la chance car j'allais mourir près de mon village, près de l'endroit où était enterré mon nombril. Enfin, le camion s'arrêta dans un endroit très obscur. Le poteau d'exécution était d'un côté du chemin et le peloton de l'autre. Les policiers transpiraient, malgré le froid (...) Le chef donna l'ordre du feu et la première décharge ne nous toucha pas. Je pensais que c'était pour prolonger notre martyr. Une autre salve fut tirée et là, ils m'atteignirent. Je sentis plusieurs coups dans mon corps et comme un coup d'électricité dans la tête. Je vis une lumière intense et je m'évanouis. Quand je me réveillai, le sang coulait de ma tête (...) Ils partirent enfin. Pour moi, il s'était passé des siècles. Je me levais avec difficulté et je vérifiais qu'aucun autre camarade n'avait survécu. Ils étaient tous bien morts". -(ANN)

* "Miguel Marmol, les événements de 1932 au Salvador", par Roque Dalton.

POUR CEUX QUI N'AURAIENT PAS ENCORE COMPRIS

Managua, 5 juillet - Daniel Ortega a révélé le 31 juin que le gouvernement Chamorro avait offert son territoire à l'ONU pour y installer une base d'entraînement de ses "forces de paix". Il a dénoncé cette nouvelle atteinte à la souveraineté nationale, qui s'ajoute à une liste déjà longue.

C'est par une lettre envoyée le 3 juin à Boutros Ghali que le gouvernement exprime sa disposition à voir le Nicaragua "devenir, dans un futur proche, le siège d'un centre d'entraînement sous-régional des Forces Stand By des Nations Unies pour le maintien de la paix". Pour le secrétaire du FSLN, l'installation d'un tel centre violerait la souveraineté nationale car elle transformerait le Nicaragua en une virtuelle base militaire des Etats-Unis dans la mesure où l'ONU leur est pratiquement subordonnée. De plus, "la Constitution précise qu'il ne peut exister sur notre territoire d'autre force militaire que notre armée. Accepter la proposition du gouvernement serait légitimer la présence de forces multinationales qui pourraient être utilisées contre le peuple lui-même". Daniel Ortega a souligné qu'en tout état de cause, une telle demande aurait dû être discutée à

l'Assemblée nationale et les forces politiques et sociales qui participent au dialogue national auraient dû en être informées. L'ancien président en a profité pour faire la liste des plus récentes décisions arbitraires du gouvernement portant atteinte à l'état de droit, entre autres la réduction de plus de 6 millions de dollars du budget de la nation, l'indemnisation, pour 21 millions de dollars, de la *Rosario Mining Compagny* qui possédait des mines d'or avant la Révolution et l'extradition en Espagne de trois citoyens nicaraguayens d'origine basque. Ces mesures, toutes prises alors que se déroulait le dialogue national, "n'ont pas contribué à instaurer la confiance".

Le lieutenant-colonel Ricardo Wheelock, porte-parole de l'armée, a précisé que cette institution avait demandé au ministère des Relations extérieures, il y a un an et demi, d'explorer les mécanismes d'une participation du Nicaragua aux missions des Casques bleus afin d'en faire par la suite la demande officielle. Mais il a signalé que l'idée d'installer un centre d'entraînement venait du ministère des Relations extérieures. Selon lui, la proposition gouvernementale ne conduira pas à la présence de troupes spéciales de l'ONU, car il ne s'agit que "d'un centre d'entraînement destiné à former des soldats dans le domaine de la législation internationale et à leur faire connaître la topographie, l'éthique et les coutumes des pays dans lesquels ils pourraient être envoyés comme Casques bleus".

Le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, a répété qu'il s'agissait d'une demande de l'armée elle-même, précisant que le chef de l'Etat-major, le major-général Joaquin Cuadra, avait demandé qu'au moins douze soldats nicaraguayens soient envoyés en Yougoslavie. Il a expliqué que l'ONU avait adopté le principe d'un entraînement des Casques bleus dans leur pays d'origine mais que pour l'Amérique centrale, elle estimait que la création d'un seul centre régional serait plus adaptée. Pour Daniel Ortega, il s'agit bien là d'une force multinationale qui aura besoin d'une base et de toute une infrastructure militaire. Il a souligné que l'extrême-droite a demandé à plusieurs reprises la venue de forces multinationales sous prétexte que le Nicaragua n'a plus d'armée. "Cette base servira à légitimer la présence d'armées étrangères sur notre territoire; les troupes centraméricaines seront sous le mandat de l'ONU, c'est-à-dire des Etats-Unis". En cas de crise au Nicaragua, "ils vont utiliser ces troupes, que viendraient renforcer l'armée étatsunienne".-(ANN)

RECONTRAS ET "GUSANOS" MAIN DANS LA MAIN

Managua, juillet - Des contre-révolutionnaires cubains ont transporté leur base d'entraînement en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua et au Honduras, à la suite de la protestation officielle du gouvernement des Etats-Unis contre leurs menées sur le territoire de ce pays.

Selon les informations publiées dans la presse nicaraguayenne, une alliance s'est établie entre certains groupes recontras, contre le "Front nord 3-80", l'un des mieux organisés et des plus violents, et des groupes de contre-révolutionnaires cubains installés à Miami. Au cours des derniers mois, ils se seraient réunis à plusieurs reprises et auraient planifié une série d'attentats contre des personnalités sandinistes et cubaines. Le général Ortega était la cible de l'un de ces attentats qui était prévu début juin et a été déjoué. Selon le porte-parole de l'armée, cet attentat aurait compté également sur la participation de certains membres de l'ancien parti libéral de Somoza qui fournissent des fonds et des armes.

Les groupes de cubains "gusanos" sont entrés en contact au Honduras avec la veuve du leader contra Bermudez. Ils auraient à cette occasion remis des armes pour les recontras et leur auraient offert un entraînement en matière d'attaques par voie de mer. Ces groupes cubains sont en quête de nouvelles bases après les restrictions mises par le président Clinton à leur activités sur les territoires des Etats-Unis. Le ministre de l'intérieur Mendieta a reconnu l'existence de ces contacts entre recontras et Cubains exilés et le journal de droite *La Prensa* a confirmé la présence de mercenaires d'origine cubaine et étatsunienne dans les montagnes nicaraguayennes.

Par ailleurs, le vice-président Godoy qui s'est lancé dans la course au leadership de la famille libérale contre A. Aleman, a reçu l'appui, à Miami, de l'ancienne garde somoziste qui a manifesté avec ses insignes et ses drapeaux. Au Nicaragua, le chef du groupe recontra 3-80 lui a exprimé également son soutien. -(ANN)

GUATEMALA : LES RAISONS DU COUP D'ETAT

Emma Martinez

Managua, juin - Le coup d'état de Jorge Serrano a duré sept jours. Le contre-coup des militaires, trois jours. Aujourd'hui, c'est un homme de prestige, l'ancien Procureur aux droits humains Ramiro de Leon, qui gouverne. Que se passait-il au Guatemala à la veille de ces événements, qui restent encore en partie mystérieux?

Le mardi 25 mai, les Guatémaltèques se sont réveillés au rythme de la musique de marimba, diffusée par la radio nationale. Ils ont su tout suite qu'il se passait quelque chose. La voix de Jorge Serrano leur a expliqué ce qui s'était produit. Pendant sept ans, ils avaient pu savourer certains aspects de la démocratie. Ils venaient de perdre leurs droits constitutionnels. En réponse aux manifestations populaires, à la pression de l'armée et aux menaces de procès pour corruption qui pesaient sur lui, J.

Serrano s'est emparé des pleins pouvoirs après avoir dissout l'Assemblée et la Cour suprême de justice.

RAMIRO DE LEON PARLE

"Toutes les garanties personnelles ont été suspendues, le droit de protester, de faire grève, etc. On peut vous arrêter, fouiller votre maison sans mandat judiciaire. C'est-à-dire que vous n'avez plus aucun droit". Telle est la synthèse de la situation faite par un analyste guatémaltèque. Le domicile du Procureur aux droits humains, R. de Leon, celui du président de la Cour suprême et celui du président du Parlement ont été cernés par la police. R. de Leon, qui avait été nommé par le Parlement à cause de son attitude très critique face aux atteintes aux droits humains dont se rendaient coupables le gouvernement et l'armée, était devenu l'ennemi de ces derniers et un héros populaire. Parvenu à s'échapper par le toit de sa maison, il s'est présenté dans les locaux d'un quotidien. Son interview a été publiée clandestinement. *"Cinq pays m'ont déjà offert l'asile politique. Je leur ai dit que je pouvais pas quitter mon pays. Je serai peut-être le premier Procureur aux droits humains qui travaille dans la clandestinité, mais je vais continuer à défendre la constitution et le système démocratique. Je ne peux faire moins que lutter, aux côtés de différents secteurs sociaux, pour le retour à l'ordre constitutionnel. La société a le droit de résister, de s'unir et d'exiger des explications sur cette décision absurde et illégale. Le président Serrano a violé la constitution et, quand l'ordre constitutionnel sera rétabli, il sera normal de le juger".*

INQUIETUDE ET CENSURE

Les premiers jours ont été dramatiques pour beaucoup de Guatémaltèques, qui craignaient le retour à la terreur des années 80. Les tanks surveillaient l'entrée de l'université et les sorties de la capitale. Des groupes de militaires ratissaient les quartiers populaires et recrutaient de force des jeunes (plus de 1 000 au cours de la semaine). A cause des nombreux mouvements de l'armée, les habitants des zones rurales ont pensé que les grands massacres allaient recommencer. Mais il n'y a pas eu de couvre-feu et le trafic dans les rues de la capitale était presque normal.

Certains dirigeants étudiants sont partis en exil, tandis que des leaders d'organisations populaires se sont réfugiés dans des ambassades. D'autres responsables du mouvement populaire ou d'organismes des droits humains ont consacré les premiers jours à faire disparaître les documents qu'ils avaient dans leurs locaux, prévoyant perquisitions et arrestations. Les députés de l'Assemblée défunte et d'autres hommes politiques ont commencé à se réunir par groupes de trois, dans les bars et les hôtels, car les réunions de plus de trois personnes étaient interdites.

Quand tous les journaux ont été encerclés par la police, les journalistes ont lancé un SOS à la presse internationale. Le lendemain du coup d'état, aucun journal n'est paru mais quelques exemplaires des deux quotidiens les plus importants ont réussi

à sortir. Photocopiés, ils ont circulé sous le manteau et ont représenté la seule source d'information non censurée au cours des premiers jours. Pendant trois jours, les radios n'ont transmis que de la musique de marimba, de mambo et de jazz, interrompue par des messages gouvernementaux qui rappelaient à la population qu'une autorisation était nécessaire pour se réunir et répétaient la liste des garanties constitutionnelles qui avaient été suspendues.

LA REBELLION DES "MUCHACHOS"

Le premier signe avant-coureur du coup d'état avait été, les jours précédents, l'intervention de l'armée -la première depuis huit ans- pour réprimer les manifestations populaires qui secouaient le pays depuis deux semaines. Les hélicoptères avaient survolé la capitale tandis que circulaient des caravanes de tanks et de camions de l'armée et de la police. Les Guatémaltèques protestaient contre la corruption du gouvernement, contre sa politique néo-libérale et son silence face aux revendications d'un peuple qui a retrouvé sa voix après 30 ans de répression militaire. Les manifestations ont commencé en mars contre l'augmentation des tarifs de l'électricité et des transports. La colère a enflammé les lycéens en avril, parce qu'on leur a imposé le port d'une carte pour continuer à bénéficier de la gratuité des transports. Ils refusaient cette mesure car, pour obtenir la carte, il fallait obligatoirement porter l'uniforme scolaire, ce qui représentait une dépense supplémentaire. Mais aussi parce que c'était une façon d'exercer un contrôle militaire dans ce pays où les étudiants sont considérés comme "subversifs" par les forces de sécurité. *"La position globale du gouvernement, c'est la privatisation des services publics. La carte est une provocation qui va justifier l'intervention militaire, ce qui va permettre ensuite d'imposer la privatisation sous le prétexte que l'éducation nationale ne fonctionne pas. Les problèmes des lycéens sont évidents: manque d'enseignants, de matériel et de bâtiments. Maintenant ils veulent imposer la carte. Le système scolaire n'accueille que 1,4 million d'élèves sur 5 millions de jeunes en âge scolaire. Et ils veulent en plus fermer des lycées? C'est parce qu'ils refusent que les pauvres aient accès à l'éducation"*, dénonçait alors Jorge Garcia, dirigeant du syndicat des enseignants.

Pendant plus d'un mois, le ministre de l'éducation a refusé le dialogue et les élèves du secondaire, sans aucune expérience politique, ont occupé les rues, levant aussi la bannière de la lutte contre la hausse des tarifs des services publics. Le 12 mai, le mouvement a eu son premier martyr, un jeune de 17 ans tué d'un coup de feu par le garde du corps d'un député au cours d'une manifestation face à l'Assemblée. Bien que l'assassinat ait été filmé, les autorités ont mis plusieurs jours à établir l'identité du coupable, qui avait eu le temps de fuir. La colère des "muchachos" a encore grandi et le mouvement s'est étendu aux enseignants, dans la capitale comme dans le reste du pays. Les universités s'y sont jointes et, le 18, l'arrivée de l'Université de San Carlos s'est terminée par un véritable bataille de quatre

heures entre les étudiants et les policiers anti-émeutes, qui ont dû se retirer quand les habitants du quartier sont venus soutenir les manifestants.

LA GOUTTE D'EAU

Une semaine avant le coup d'état, les fonctionnaires s'étaient joints à la lutte des lycéens par une grève nationale. Bien que le mouvement populaire soit encore faible et divisé, l'intransigeance de Serrano était parvenue à provoquer une certaine unité de la gauche. La situation devenait de plus en plus délicate. La veille du coup d'état, un groupe de citoyens et d'hommes politiques, regroupés au sein de l'Alliance civique, a accusé publiquement le président de corruption, affirmant que, n'ayant pas un sou à son arrivée au pouvoir, il était devenu riche à millions. Il demandait au Contrôleur général de la République de mener une enquête. Tout le monde avait en tête ce qui est arrivé à Carlos Andres Perez au Venezuela. Il y avait déjà des éléments suffisants pour prouver que le président était devenu exagérément riche. *"Il est honteux que notre président se soit enrichi alors que les écoles et les hôpitaux sont sur le point de fermer"*, déclarait un dirigeant de l'Alliance civique. C'est sans doute la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, un vase déjà bien rempli par les pressions de l'armée et les manifestations populaires. Le lendemain, le coup d'état se produisait.

Les explications en sont nombreuses et discutables. Mais les faits indiquent qu'il mûrissait depuis longtemps. Pendant plusieurs mois, J. Serrano a subi la pression des secteurs les plus durs de l'armée et de l'entreprise privée qui lui demandaient de mettre fin aux changements, en particulier à la démocratisation et à la démilitarisation. La démocratisation est un processus, une conquête du mouvement populaire et de la société civile, acharnés entre autres à participer au dialogue entre le gouvernement et l'URNG et à faire entendre leur voix. Plusieurs événements, qui représentaient une menace pour la droite et l'armée, s'étaient produits les mois précédents. Le premier avait été le retour massif des réfugiés, une population politisée et prête à se battre pour ses droits. L'autre fait important avait été l'attitude des Communautés en résistance (CPR) qui, sortant de la clandestinité, exigeaient d'être reconnues comme population civile. Certaines sont dans les zones de guerre les plus critiques et les continuelles visites de groupes internationaux ont, dans une certaine mesure, mis des limites aux actions de l'armée dans des régions que celle-ci considère comme stratégiques.

L'armée s'est sentie acculée face à la demande généralisée de démilitarisation. Elle percevait comme une menace les actions de plus en plus audacieuses de la société civile pour exiger cette démilitarisation. Le 26 mars, par exemple, le Procureur aux droits humains avait découvert, après une dénonciation du syndicat des postiers, un bureau des services secrets de l'armée dans le sous-sol du bâtiment des Postes, où les lettres qui venaient de l'étranger étaient ouvertes. R. de Leon y avait trouvé des milliers de lettres ouvertes, dont certaines étaient destinées

à lui-même, à J. Serrano ou à l'archevêque. Au terme de son enquête, le Procureur avait accusé l'Etat major de diriger ce bureau et avait ordonné sa fermeture. Selon les travailleurs des postes, il fonctionnait depuis le coup d'état militaire de 1954. La publication dans la revue *La Cronica* d'un article expliquant comment fonctionnent les écoutes téléphoniques avait été une autre victoire de la société civile. L'article, en plus de confirmer les rumeurs, expliquait comment déjouer le système d'écoutes.

OFFENSIVE DE LA DROITE

Les secteurs sociaux qui se sentaient menacés sont passés à l'offensive. Il y a quelques mois, on pouvait déjà prévoir que le coup d'état de Serrano en serait le point culminant. Les événements se sont précipités après la réunion de la Commission des droits humains de l'ONU, à Genève en février dernier. Le gouvernement y a gagné la bataille internationale en parvenant à faire échouer la nomination d'un rapporteur spécial de l'ONU pour suivre la question des droits humains au Guatemala. Le 27 mars, une liste de 27 personnes condamnées à mort a été envoyée par fax aux journaux. On y trouvait les noms d'intellectuels, de professeurs de l'université, de syndicalistes, de journalistes, de membres d'organisations populaires et d'ONG qui travaillent avec les réfugiés et les Communautés en résistance. Il y avait même celui d'un fonctionnaire de l'ONU. Le message les accusait d'appartenir à la guérilla et leur donnait quatre jours pour quitter le pays. Bien que les menaces de mort soient fréquentes, cela faisait des années que l'on n'avait pas vu circuler de liste comme celle-là. La peur a gagné certains milieux, mais aucune des personnes mentionnées n'a quitté le pays. En avril, d'autres membres d'ONG, d'organisations de défense des droits humains, d'autres journalistes guatémaltèques et étrangers recevaient à leur tour des menaces de mort. Aucune des personnes menacées n'a été tuée mais la violence a augmenté. En avril, un professeur de l'Université de San Carlos a été tué par balle, dans la rue, et trois étudiants ont été enlevés. Les journaux rapportaient fréquemment la découverte, sur les routes ou dans des ravins, de cadavres aux oreilles coupées. Ils s'agissait presque toujours d'inconnus sans aucun lien avec une organisation politique. Dans la plupart des cas, le but était de terroriser la population.

LES REFUGIES ET L'URNG

Le gouvernement a également commencé à mettre des obstacles au retour des réfugiés. Cinq groupes, totalisant 1 619 personnes, devaient revenir s'installer dans quatre zones différentes. Le premier devait arriver le 4 mai dans la région de Huehuetenango. Ses membres avaient trouvé des terres à acheter, mais fin mai le gouvernement n'avait toujours pas versé les crédits qu'il s'était engagé à donner. Après le coup d'état, les réfugiés ont provisoirement suspendu les retours. Ceux qui sont encore au Mexique ainsi que ceux qui sont déjà rentrés craignent pour leur vie. *"Nous ne savons pas si l'accord que nous avons signé l'an dernier avec le gouvernement est toujours valable. En ce*

moment, les gens sont plus en sûreté au Mexique qu'au Guatemala", affirme un de leurs dirigeants. L'accord de l'an dernier garantissait les droits des réfugiés et une exemption pour trois ans du service militaire.

Par ailleurs, les conversations entre le gouvernement et l'URNG ont été rompues. Après les révélations de la Commission de la vérité au Salvador, l'armée guatémaltèque s'est vue le dos au mur et a cherché le moyen d'arrêter le train. Le 8 mai, les négociations de Mexico se sont terminées par un échec total, après 20 minutes de réunion, parce que quelqu'un avait communiqué un document secret au quotidien guatémaltèque *Siglo Veintiuno*, violant la règle établie. Le gouvernement a immédiatement accusé la guérilla d'avoir donné le document. Mais, selon le journal, c'est l'armée qui l'a fait parvenir. Face à cette crise, le médiateur, Mgr Rodolfo Quezada Toruño, a menacé de se retirer.

La société civile était en train d'émerger au moment du coup d'état. Tous les groupes, syndicats, chrétiens, Mayas, paysans, réfugiés, étaient en train de reprendre des forces après la répression des années 80. Il reste à voir de quels espaces cette société en ébullition jouira sous la présidence de R. de Leon. Mais les militaires n'ont pas encore dit leur dernier mot. -(ANN/Envio)

GUATEMALA: OÙ EN EST LE MOUVEMENT INDIGÈNE?

Haroldo Shetemul, Guatemala

Managua, juillet - Le Chilam Balam l'a dit. Une vie nouvelle a commencé en 1992 pour les Mayas. Les Chamans ne se cachent plus pour brûler le "pom" en hommage aux dieux de la montagne. Les prêtres, descendants directs des dieux, sont sortis de l'ombre. Le soleil a gagné la grande bataille contre le jaguar des ténèbres. Les Indiens célèbrent l'aube nouvelle en discutant de leur avenir, mais sans renoncer pour cela aux rancoeurs et aux sectarismes. Le pouvoir indigène indique une ère nouvelle pour le Guatemala où six des dix millions d'habitants appartiennent aux vingt ethnies descendantes des Mayas.

Pour certains, l'avenir des Mayas dépend de l'union qu'ils sauront établir avec les intérêts de classe des exploités. Pour les autres, le peuple maya doit se concentrer sur la lutte ethnique et culturelle, la lutte pour le droit à l'autonomie et à son propre projet de développement. A la tête de ces courants, on retrouve deux figures du monde indigène guatémaltèque: Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 92 et Demetrio Cojtí, docteur en Communication sociale et principal théoricien de la culture maya. La première tendance s'exprime à travers le Comité d'unité paysanne (CUC) et la seconde à travers l'Académie des langues mayas.

VISION DES VAINCUS

Marta Casaus Arzu affirme dans son livre *"Guatemala: lignage et racisme"* qu'à partir de la conquête de ce pays, les descendants des Espagnols, mêlés aux autres émigrants européens, ont dominé les peuples indigènes. Cette oligarchie, représentée actuellement par les 22 familles qui détiennent le pouvoir économique et politique, aurait cimenté une société ségrégationniste qui a bâti sa fortune sur la spoliation et l'oppression des descendants des indigènes. Selon d'autres chercheurs, Bastos et Camus, ce n'est qu'à partir des années 1960 que les indigènes ont commencé à s'intégrer à la production de marché à cause des changements introduits par la politique d'importation. Dans leur ouvrage *"Rompre le silence"*, ils signalent que ce sont les membres de l'Eglise catholique et du Parti démocrate chrétien qui ont nourri idéologiquement les futurs dirigeants indigènes. Cet embryon d'organisation ne s'est pas intégré au mouvement guérillero à ses débuts, dans les années 60, car celui-ci estimait, selon les auteurs, que la question ethnique était une gêne pour sa plate-forme marxiste-léniniste. C'étaient les intellectuels métis qui théorisaient à l'époque sur les groupes ethniques. D'autres pensaient qu'au contraire la lutte des classes au Guatemala avait son expression concrète dans l'affrontement ethnique.

Mais en marge de ces théories, le mouvement indigène se construisait peu à peu, s'appuyant sur des positions plus religieuses que politiques et avec des revendications encore peu précises. Entre 1977 et 1978, deux faits d'importance se produisirent: l'apparition de la revue *Ixim* et la formation du Comité d'unité paysanne (CUC), qui ont progressivement défini les deux chemins empruntés actuellement par la pensée maya. D'autres, comme le groupe Cabracan, ont promu le retour au passé et l'exclusion de toute idéologie occidentale. Le mouvement indien Tojil s'est aventuré à réclamer le passage d'une république centraliste à une république populaire fédérale, avec une autonomie des régions indiennes.

C'est à la même période que sont apparues deux nouvelles organisations, l'Armée guérillera des pauvres et l'Organisation du peuple en armes. Elles ont repris les revendications indigènes qui n'avaient pas été acceptées auparavant par les marxistes. En effet, au début des années 80, les villages indigènes du nord et de l'ouest du pays ont été les plus frappés par l'armée. Environ 400 villages ont été détruits et plus d'un million d'indigènes ont dû se réfugier dans les montagnes et au Mexique pour sauver leur vie.

DEUX TENDANCES

Lorsque la répression a un peu faibli, le mouvement indigène a recommencé à donner de timides signes d'existence. Le CUC, qui était jusque-là dans la clandestinité, a commencé à se montrer dans les zones rurales, malgré le contrôle militaire. Les anciens membres de la revue *Ixim* ont constitué l'Académie des

langues mayas du Guatemala. Les positions respectives sont devenues plus claires et la distance entre elles plus marquée.

Dans la Déclaration d'Iximché de 1980, le CUC s'est rapproché du monde maya. D'autres organisations ont fait leur apparition, telle la Coordination nationale des veuves du Guatemala, le Conseil des déplacés, le Conseil des communautés ethniques Rujunel Junam, les Communautés en résistance. Tous ces groupes se situent à la gauche du spectre politique et se basent sur la lutte des classes et la lutte pour les droits humains, tout en reprenant les revendications ethniques et culturelles. Ces organisations se sont rassemblées dans les années 90 au sein du Majawil q'uij qui se veut un pôle de résistance au système politique en vigueur.

D'un autre côté s'est constitué le Conseil des organisations mayas du Guatemala, qui s'est défini comme apolitique. Il regroupe l'Académie des langues mayas, le Séminaire permanent des études mayas, l'Association des écrivains mayas et le Centre éducatif et culturel maya Cholsamaj. Il rassemble les intellectuels d'origine maya et sa lutte ne sort pas du cadre légal.

DISTANCE

Bien qu'elles ne s'excluent pas totalement, ces deux tendances ont eu des moments de crise dans leurs relations. Le premier a eu lieu au cours de la seconde Rencontre continentale de la campagne "500 ans de résistance", tenue à Quetzaltenango en 91. Les mouvements populaires n'ont pas pris en compte les Mayas car ceux-ci ont critiqué les "connotations marxistes" de la Rencontre. Selon Cojti, "au moins 90 % étaient des organisations populaires qui ne revendiquaient pas les droits spécifiques des peuples indiens". Cela signifierait, selon lui, que les groupes qui se fondent sur des positions de classe ne respectent pas l'identité ethnique et culturelle des peuples mayas mais utilisent ceux-ci pour leur propre lutte. Rigoberta Menchu est elle-même l'objet de critiques de la part des Mayas. Selon eux, son discours est intégrationniste, ne défend pas pleinement les intérêts des indigènes, et ne se sert de ceux-ci que pour renforcer ses positions anti-gouvernementales.

Les organisations populaires ne sont pas en reste d'attaques contre les Mayas. Selon Majawil q'uij, le problème est que ces Mayas sont des intellectuels qui discriminent les ouvriers et les paysans. Le caractère académique de ce mouvement le sépare des communautés indigènes et il est incapable d'intégrer les intérêts des Indiens et des métis pauvres. Même s'il ne l'affiche pas clairement, il constituerait la droite des indigènes et éloignerait ceux-ci de la lutte pour leurs droits.

CONVERGENCE INDIENNE

Pourtant, malgré les divergences idéologiques, ces deux courants ont eu l'occasion d'un rapprochement. La critique qu'ils ont adressée au gouvernement comme à la guérilla est d'avoir

discuté de la réalité indigène dans le cadre du dialogue de paix sans que les indigènes soient représentés dans ces discussions. Bien que les organisations mayas aient refusé de participer ouvertement au dialogue, elles ont accepté ensuite d'être parmi les organisations civiles qui prennent part aux discussions. Cette participation indigène s'est faite à travers la "table maya" à laquelle se sont assis Majawil q'uij et la Coordination des organisations mayas du Guatemala.

On peut néanmoins percevoir une complémentarité de ces deux courants. Les organisations populaires sont en prise directe sur les luttes des peuples indigènes alors que les Mayas ont élaboré une théorie sur la question ethnique pour définir le cadre des revendications indiennes. En tout cas, les Indiens ont pris d'assaut la scène nationale et Rigoberta Menchu est un mythe qui annonce le nouveau millénaire. -(ANN/Pensamiento propio)

EN BREF

DROITS HUMAINS. Amnesty International et la Commission des droits humains de l'OEA ont protesté auprès du gouvernement nicaraguayen contre l'expulsion début juin de trois Basques naturalisés nicaraguayens. Aucune preuve n'a été établie de leur complicité dans l'affaire de l'arsenal du FMLN découvert à Managua le 23 mai, pas plus que de la culpabilité des trois Salvadoriens toujours emprisonnés. Dans sa lettre au ministère de l'Intérieur, Amnesty International demande des informations sur les garanties qui ont été prises par le gouvernement nicaraguayen pour s'assurer que les trois citoyens nicaraguayens d'origine basque ne seraient pas maltraités durant leur détention en Espagne. Amnesty a publié récemment un rapport sur la torture dans les prisons espagnoles, utilisée en particulier au cours des interrogatoires des membres de l'ETA.

REPLIEGUE. Pour la quatorzième fois depuis le repli historique des combattants et des habitants de la capitale à Masaya, le *Repliegue* a rassemblé des milliers de sandinistes. Sur son parcours, un groupe a protesté devant l'ambassade d'Espagne contre l'expulsion des trois Basques naturalisés nicaraguayens. Une immense banderole a été déployée par le "Mouvement pour la dignité et la souveraineté nationale" et un pantin représentant le ministre de l'intérieur a été brûlé en même temps que le drapeau espagnol, pendant que les manifestants faisaient exploser des bombes artisanales.

FOLKLORE SOMOZISTE. Les neveux de Somoza, Luis Ramon et Alejandro Somoza, ont donné sans plus attendre leur appui à la candidature du maire de Managua Arnoldo Aleman pour les élections de 96. Ils se sont défendus d'être somozistes, déclarant que "le somozisme n'existe plus depuis 1979, il appartient à l'histoire et au folklore national". Ils sont venus à Managua pour négocier la récupération d'une partie des biens de la famille et travailler à l'unification des groupes libéraux.

Leur venue a coïncidé avec la tenue de la Convention du Parti libéral constitutionnel (PLC) d'Arnoldo Aleman.

NON A L'EGLISE DES PAUVRES, telle est l'option de Jorge Solorzano, le prêtre d'une paroisse de Managua qui a interdit que la *Misa Campesina*, la "messe paysanne" composée par Carlos Mejia Godoy dans les années 70, soit chantée dans son église. "Nous voulons dénoncer les activités des communautés de base qui s'inspirent de la Théologie de la Libération et ont fait beaucoup de mal au Nicaragua et en Amérique Latine". Il estime sans doute que la hiérarchie catholique, alliée historique des dictatures latino-américaines, a fait beaucoup de bien.

MINEURS EN PRISON. L'augmentation vertigineuse de la délinquance chez les mineurs s'est traduite ces trois dernières années par l'incarcération de 5 000 d'entre eux, exclus de tout droit y compris le droit à la défense. Bien que la Convention de l'ONU sur les droits de l'enfance interdise l'incarcération de mineurs de moins de 18 ans, la loi nicaraguayenne permet d'emprisonner un jeune dès 15 ans.

GUATEMALA. Le président R. de Leon a restructuré pour la seconde fois en un mois le commandement militaire. Le nouveau ministre de la défense, le général Enriquez, a reconnu la nécessité de renouer le dialogue avec la guérilla. Celle-ci a néanmoins appelé la communauté internationale à "ne pas accorder une confiance aveugle au nouveau gouvernement" car "l'armée est encore au coeur du pouvoir". Un parent du président, le politicien de droite Jorge Carpio, a été assassiné le 4 juillet. La guérilla a nié toute responsabilité dans cet attentat et en a accusé l'extrême-droite qui a intérêt à bloquer les négociations de paix.

EL SALVADOR. 9 officiers ont été nommés à la tête de l'armée pour remplacer ceux qui étaient visés par l'épuration. Le nouveau ministre de la défense, le colonel Corado, est accusé par le FMLN d'avoir été responsable pendant la guerre d'une série d'atteintes aux droits humains. Selon le leader syndical Centeno, le colonel Corado est coupable de "massacres, tortures et disparitions". Par ailleurs, l'ex-officier de l'armée Mena Sandoval, passé au FMLN en 81, a dénoncé l'ancien chef des Forces aériennes Bustillo comme étant depuis des années l'un des dirigeants des escadrons de la mort. Bustillo, qui a côtoyé pendant longtemps Mena Sandoval, a été destitué en 89 après avoir été accusé par l'ONU d'être l'un des responsables de l'assassinat des jésuites. -(ANN)

ATTENTION!!!

Ce bulletin est l'avant-dernier qui sera publié en français. Les lecteurs qui seraient intéressés par un abonnement au bulletin allemand peuvent écrire à:

El Gordo (Gert Gust).

Heyestr. 7. 40625 DUSSELDORF.

Rép. féd. all. Tel. 0211 297801